

29/03/2019

Point mensuel de conjoncture

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But – Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN
DIRECTION GENERALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ECONOMIQUES
DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ETUDES ECONOMIQUES



Février 2019

Le point mensuel de conjoncture est publié au plus tard 30 jours après la fin du mois.
Il est disponible sur le site de la DPEE : www.dpee.sn

CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE: ralentissement de l'économie mondiale.

Les perspectives économiques de mars 2019 de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) présagent un ralentissement de la croissance économique mondiale plus accentué que prévu. Selon l'Institution, l'économie mondiale devrait progresser au rythme de 3,3% cette année, soit un recul de 0,2 point de pourcentage par rapport aux précédentes projections de novembre 2018. Ce ralentissement qui se dessine résulterait de plusieurs facteurs, principalement la faiblesse des échanges mondiaux, la volatilité des marchés financiers et les risques politiques et géopolitiques. En outre, cette révision à la baisse concerne la quasi-totalité des pays du G20, mais diffère selon les pays et les secteurs d'activité.

En zone euro et au Royaume-Uni, le ralentissement devrait être plus marqué, les taux de croissance respectifs de 2019 étant attendus à 1% et 0,8%, soit 0,8 et 0,6 point de pourcentage de moins qu'aux précédentes projections. Au sein de la zone euro,

la croissance de l'économie française (+1,3% en 2019) ferait presque figure de proue comparée à celles de l'Allemagne (+0,7%) et de l'Italie (-0,2%). En effet, plus tournée vers les exportations, l'économie allemande est plus pénalisée par la guerre commerciale alors que l'Italie subit les contrecoups de ses tensions de finances publiques.

Dans une moindre mesure, la croissance de l'économie américaine a aussi été revue à la baisse de 0,1 point de pourcentage, à 2,6% en 2019, en rapport avec l'amointrissement des effets de la baisse fiscale sur l'activité économique.

Dans les économies émergentes, l'activité est également exposée à un ralentissement, particulièrement en Chine où la croissance est projetée à 6,2% cette année, après 6,6% en 2018. Par ailleurs, l'expansion économique devrait ressortir à 7,2% en Inde, 1,9% au Brésil et 1,4% en Russie en 2019 (contre des prévisions de 7,3%, 2,1% et 1,4% en novembre 2018).

MARCHE FINANCIER ET MONETAIRE: stabilité des taux directeurs de la Fed et de la BCE

Dans ce scénario d'une activité économique mondiale poussive, les banques centrales des principales économies avancées ont tendance à lever le pied dans leur processus de normalisation de leurs politiques monétaires. En effet, à l'issue de sa réunion de mars 2019, la Réserve fédérale américaine (Fed) s'est montrée plus prudente que jamais, en laissant ses taux d'intérêt entre 2,25 % et 2,50 % et en ne signalant aucune hausse des taux cette année. La Banque centrale européenne a également décidé de reporter la hausse des taux d'intérêt, au mieux en 2020, alors qu'elle était prévue pour l'été 2019. De plus, l'institution a décidé de lancer, à partir de sep-

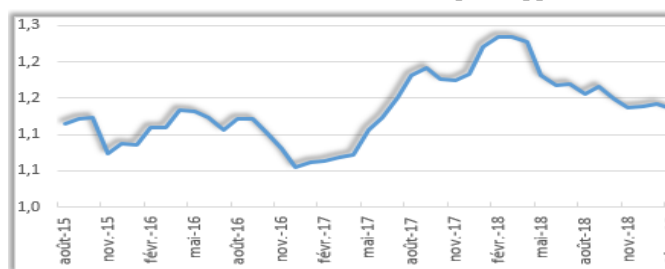
tembre 2019, une nouvelle série d'opérations de refinancement ciblées (targeted long-term refinancing operations- TLTRO-) qui devrait favoriser les conditions de prêts bancaires à l'économie réelle pour soutenir l'activité à travers l'investissement et la consommation. Face au ralentissement de la conjoncture mondiale, particulièrement nipponne, la Banque du Japon (BoJ) a maintenu à l'identique sa politique monétaire ultra-accommodante, lors de sa réunion de mars 2019. De son côté, la Banque d'Angleterre (BoE) a aussi opté pour le statu quo, laissant son taux directeur inchangé à 0,75%, sur fond d'incertitude autour du Brexit.

MARCHE DE CHANGE: dépréciation de l'euro face au dollar en janvier 2019

Sur le marché des changes, la monnaie unique européenne (euro) accuse le coup depuis début 2019 sous l'effet de facteurs défavorables qui pèsent sur l'économie de la zone. Il s'agit principalement du ralentissement de la croissance économique, de l'incertitude qui entoure le Brexit et de la crise en Italie. Sur le premier bimestre 2019, l'euro a enregistré des baisses respectives de 7,3%, de 7% et de 0,5% face au dollar, au yen et à la livre sterling, comparativement à la même période de 2018. En rythme mensuel, elle s'est repliée par rapport à la livre sterling (-1,5%) et au dollar (-0,6%) contre une appréciation de 0,8% vis-à-vis du yen japonais. Face aux devises des marchés émergents, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du réal brésilien (+7,1%), du rouble russe (+7,1%) et de la roupie indienne

(+2,8%) sur les deux premiers mois de 2019. Par contre, relativement à la monnaie chinoise (yuan), elle s'est repliée de 1,6%.

Graphique 1: Evolution du cours de l'euro par rapport au dollar



Source: Banque de France

INFLATION: stabilité de l'inflation dans les principales pays avancés

S'agissant de la variation annuelle des prix à la consommation dans les pays de l'OCDE, elle est restée stable (+2,1%) en février 2019 par rapport au mois précédent. Elle présente toutefois des orientations distinctes au sein des pays de l'OCDE. En effet, en zone euro, l'inflation annuelle a augmenté, à 1,5% contre 1,4% en janvier 2019. Dans les principales économies de la zone, notamment l'Allemagne, la France et l'Italie, l'indice des prix à la consommation a accéléré, respectivement, à 1,5%, 1,3% et 1,1% contre 1,4%, 1,2% et 0,9% au mois précédent. Dans les pays anglo-saxons, la hausse du niveau général des prix a reculé aux Etats-Unis, à 1,5% (après

1,6%) alors qu'elle s'est établie, à nouveau, à 1,8% au Royaume-Uni. Pour sa part, l'inflation annuelle du Japon est restée faible, ressortant au même niveau de 0,2% en janvier et février 2019.

Au sein des économies émergentes, les prix à la consommation ont progressé de 3,9% au Brésil, 5,2% en Russie et de 1,5% en Chine après 3,8%, 5% et 1,7% un mois plus tôt.

Hors énergie et alimentation, la variation de l'indice des prix à la consommation s'est situé à 1% en zone euro, à 2,1% aux Etats-Unis, à 1,8% au Royaume-Uni et à 0,4% au Japon.

MARCHE DES MATIERES PREMIERES: hausse de l'indice des prix des produits

Sur le marché des matières premières, les cours des produits énergétiques et non énergétiques se sont raffermis en février 2019. La hausse mensuelle de l'indice des prix de l'énergie (+4,9%) est principalement portée par la reprise des cours du pétrole. Pour sa part, l'indice des prix des produits non énergétiques a progressé de 1,8%, en grande partie porté par les cours des métaux et minerais (+5,4%). Les cours des produits de base agricoles n'ont, pour leur part, crû que de 0,3% sur la

période. Au plan alimentaire, l'indice des prix a enregistré une hausse mensuelle de 1,7%, atteignant son plus haut niveau depuis 6 mois, sous l'effet du renchérissement de l'ensemble de ses composantes. En glissement annuel, les prix des produits alimentaires ont, par contre, globalement reculé de 2,3%, du fait des huiles végétales (-15,5%), du sucre (-4,3%) et de la viande (3,9%).

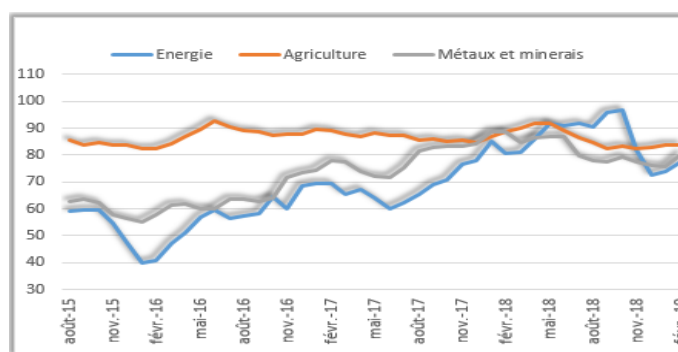
Tableau 1: Indice du cours des matières premières (base 100 en 2010)

INDICES	2018	2019		Variations (%)	
	Fév.	Janv.	Fév.	Mens.	Gliss.
Produits alim	171,4	164,7	167,5	1,70%	-2,30%
Céréales	161,3	168,7	169	0,20%	4,80%
Huiles végétales	158	131,2	133,5	1,80%	-15,50%
Sucre	192,4	181,9	184,1	1,20%	-4,30%
viande	170,3	162,4	163,6	0,70%	-3,90%
Produits laitiers	191,1	182,1	192,4	5,70%	0,70%

Source: FAO, DPEE

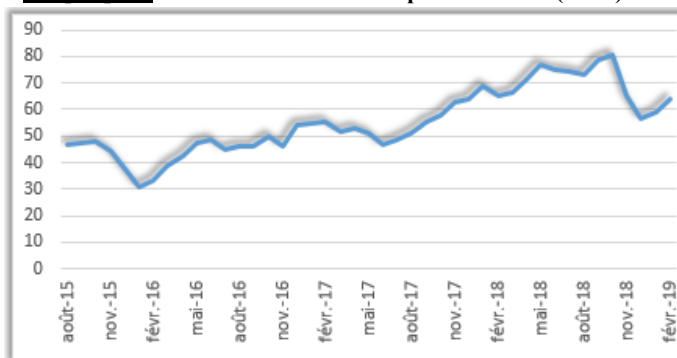
Sur le marché du pétrole, les cours ont poursuivi leur reprise amorcée depuis début 2019. En février 2019, le prix moyen du baril de Brent a progressé de 8,2%, en rythme mensuel, pour s'établir à 64,1 dollars. Ce renchérissement des cours de l'or noir résulterait principalement des efforts de limitation de la production de l'OPEP et ses partenaires mais également des conséquences des sanctions américaines visant les exportations pétrolières de l'Iran et du Venezuela. Sur le premier bimestre 2019, le cours du Brent a par contre reculé de 8,2% comparativement à la même période de 2018.

Graphique 2: Evolution de l'indice des prix des matières premières de base (base 100 = 2010)



Source: Banque Mondiale, DPEE

Graphique 3: Evolution des cours du pétrole Brent (\$/bbl)



Source: Banque Mondiale, DPEE

ACTIVITE ECONOMIQUE INTERNE: contraction en rythme mensuel

En février 2019, l'activité économique interne (hors agriculture et sylviculture) s'est contractée de 3,0%, en rythme mensuel. Ce repli est imputable au secondaire (-10,0%), au tertiaire (-2,3%) et au primaire (-8,1%). Sur la même période, l'administration publique a crû de 9,9%.

En revanche, sur une base annuelle, la croissance de l'activité économique est ressortie à 6,4%, en février 2019, à la faveur de l'administration publique (+13,9%), du tertiaire (+4,6%), du secondaire (+4,1%) et du primaire (+9,1%).

Tableau 2: Indice Général d'Activité (IGA)

SECTEURS	Poids. 2017	2018	2019		Variations	
		Févr. (1)	Janv. (2)	Févr. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Primaire	5,97%	103,4	123	113	-8,1%	9,1%
Secondaire	25,97%	104,5	121	109	-10,0%	4,1%
Tertiaire	51,67%	87,27	93,4	91,3	-2,3%	4,6%
Administration publique	16,38%	101,2	105	115	9,9%	13,9%
IGA (hors agriculture)	100%	95	104	101	-3,0%	6,4%

SECTEUR PRIMAIRE (HORS AGRICULTURE): repli de l'activité en février 2019

En février 2019, le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) s'est replié de 8,1%, en variation mensuelle, en rapport avec les sous-secteurs de l'élevage (-3,8%) et de la pêche (-17,5%).

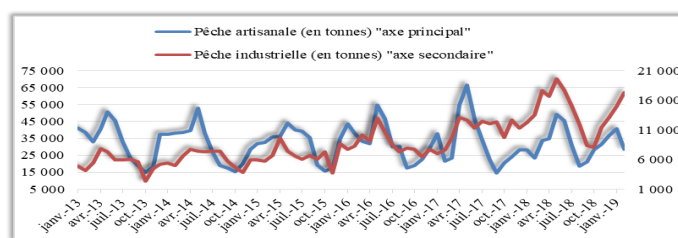
En revanche, sur un an, une consolidation de 9,1% du secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) est notée en février 2019, du fait des bons résultats simultanés des sous-secteurs de l'élevage (+4,2%) et de la pêche (+24,0%).

Tableau 3: Indice Général d'Activité (IGA) dans le secteur primaire

SECTEUR	Poids. 2017	2018			2019		Variations	
		Fév. (1)	Janv. (2)	Fév. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
PRIMAIRE (hors agriculture & sylviculture)	6	103,4	122,7	112,8	-8,1%	9,1%		
Elevage		109,5	118,6	114,1	-3,8%	4,2%		
Pêche		88,5	132,9	109,7	-17,5%	24,0%		

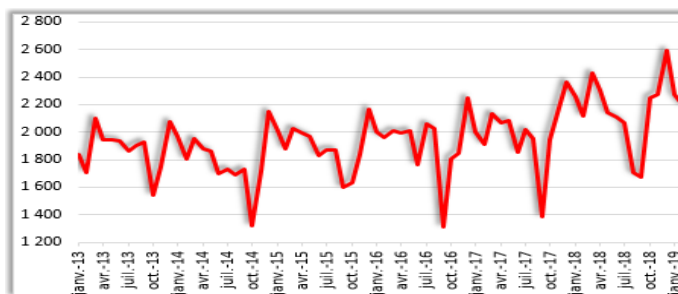
Source: DPM, PAD, SOGAS,

Graphique 4: Evolution dans le sous-secteur de la pêche (en tonnes)



Source: DPM, PAD, DPEE

Graphique 5: Evolution dans le sous-secteur de l'élevage (en tonnes)



Source: SOGAS, DPEE

SECTEUR SECONDAIRE: contraction de l'activité en février 2019

En février 2019, le secteur secondaire s'est contracté de 10%, en variation mensuelle. Cette situation est, essentiellement, imputable aux contreperformances notées dans «la filature, le tissage et l'ennoblissement textile» (-36,9%), la construction (-15,3%), la fabrication de produits agroalimentaires (-6,5%) et le «travail de cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures» (-48,9%). Par contre, l'activité de «sciage et rabotage de bois» (+34,3%), la fabrication de matériels de transport (+51,3%) et la fabrication de produits pharmaceutiques (+73,2%) se sont bien comportées sur la période. Sur un an, une progression de 4,1% du secteur secondaire est notée, au mois de février 2019, particulièrement portée par la fabrication de produits agroalimentaires (+11,5%), le «travail de cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures» (>100%) et la production et distribution d'électricité et de gaz (+13,9%). Cependant, de faibles résultats sont observés au niveau de «la filature, le tissage et l'ennoblissement textile» (-23,9%), de la « fabrication de papier de carton et d'articles en papier ou carton » (-18,8%), des activités extractives (-0,8%) et de la fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction (-2,6%).

Tableau 4: Indice Général d'Activité dans le secteur secondaire (base 100=2010)

SECTEUR	Pond (2017)	2018			2019		Variations	
		Fév. (1)	Janv. (2)	Fév. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
SECONDAIRE	26,0%	104,5	120,9	108,9	-10,0%	4,1%		
Activités extractives	3,0%	116,3	120,7	115,4	-4,4%	-0,8%		
Industrie (hors extractives)	17,6%	96,7	111,7	101,4	-9,3%	4,8%		
Fabrication de produits agro-alimentaires	8,9%	96,5	115,0	107,6	-6,5%	11,5%		
Raffinage du pétrole et cokéfaction	0,6%	106,5	95,4	95,8	0,4%	-10,1%		
Fabrication de produits chimiques de base	0,3%	123,4	134,0	123,0	-8,2%	-0,3%		
Fabrication de ciment et d'autres matériaux de construction	0,9%	111,0	124,9	108,1	-13,4%	-2,6%		
Production de l'égrenage du coton	0,0%	63,0	135,3	145,1	7,3%	130,4%		
Production de la filature, du tissage et de l'ennoblissement textile	2,3%	91,0	109,8	69,3	-36,9%	-23,9%		
Travail du cuir, fabrication d'articles de voyage et de chaussures	0,1%	92,8	479,3	245,1	-48,9%	164,0%		
Sciage et rabotage du bois	0,6%	123,5	74,7	100,3	34,3%	-18,7%		
Fabrication de papier cartons et d'articles en papier ou carton	0,3%	74,0	59,9	60,1	0,4%	-18,8%		
Fabrication de produits pharmaceutiques	0,1%	110,2	70,2	121,6	73,2%	10,3%		
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	0,4%	98,6	103,6	109,8	6,1%	11,4%		
Travail du caoutchouc et du plastique	0,6%	96,1	104,6	109,6	4,8%	14,1%		
Production de métallurgie et de fonderie; fabrication d'ouvrage en métaux	0,8%	125,2	135,1	122,8	-9,2%	-1,9%		
Fabrication de matériels de transport	0,4%	77,6	63,2	95,7	51,3%	23,4%		
Autres industries manufacturières	1,4%	72,4	89,3	85,5	-4,2%	18,1%		
Production et distribution d'électricité et de Gaz	1,3%	94,5	122,3	107,7	-11,9%	13,9%		
Production et distribution d'eau, assainissement et traitement des déchets	1,0%	93,2	116,2	102,1	-12,2%	9,6%		
Construction	3,1%	145,9	175,0	148,2	-15,3%	1,6%		

Source: DPEE

SECTEUR TERTIAIRE: raffermissement de l'activité en février 2019

En variation mensuelle, le secteur tertiaire s'est replié de 2,3%, en février 2019. Ce faible résultat est imputable au commerce (-5,1%), à l'« information et communication » (-5,1%) et aux services d'« hébergement et restauration » (-5,5%). En revanche, les activités immobilières, l'enseignement et les transports ont respectivement crû de 3,1% ; 3,3% et 2,5% sur la période.

En glissement annuel, une croissance de 4,6% du tertiaire est notée en février 2019, portée par le commerce (+4,3%), l'« information et la communication » (+6,6%), l'enseignement (+10,0%), les « activités de services de soutien et de bureau » (+7,5%) et les services d'« hébergement et de restauration » (+11,4%).

Tableau 5: Indice Général d'Activité dans le secteur tertiaire (base 100 = 2010)

SECTEUR	Poids. 2017	2018			2019		Variations	
		Févr. (1)	Janv. (2)	Févr. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
Secteur Tertiaire	52%	87,3	93,4	91,3	-2,3%	4,6%		
Commerce	14%	109,3	120,1	113,9	-5,1%	4,3%		
Transport	4%	107,7	107,4	110,1	2,5%	2,3%		
Hébergement et restauration	1%	124,5	146,8	138,8	-5,5%	11,4%		
Information et communication	5%	103,4	116,2	110,3	-5,1%	6,6%		
Activités financières et d'assurance	3%	115,7	118,1	116,0	-1,7%	0,3%		
Activités immobilières	9%	44,1	43,1	44,5	3,1%	0,7%		
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	5%	67,9	72,6	74,3	2,3%	9,5%		
Activités de services et de soutien et de Bureau	2%	126,4	133,1	135,9	2,1%	7,5%		
Enseignement	5%	26,4	28,1	29,1	3,3%	10,0%		
Activités pour la santé	2%	107,1	107,8	107,5	-0,3%	0,4%		
Activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives	0%	109,6	107,0	111,6	4,3%	1,8%		
Autres services	2%	106,3	120,7	110,3	-8,6%	3,7%		

Source: DPEE

EMPLOI SALARIE DANS LE SECTEUR MODERNE: baisse des effectifs en février 2019

En février 2019, l'emploi salarié dans le secteur moderne a baissé de 0,3% en rythme mensuel, en liaison, principalement, avec le secondaire (-0,5%), notamment, l'industrie (-0,7%). Des pertes nettes d'effectifs sont également notées dans le commerce (-1,8%).

En glissement annuel, l'emploi salarié dans le secteur moderne s'est, par contre, consolidé de 6%, en février 2019. Cette performance est portée par le secondaire (+6,7%), particulièrement, l'industrie (+8,8%). Les effectifs du tertiaire sont, également, ressortis en hausse de 5% sur la période, grâce à la bonne dynamique de l'emploi dans les services (+5,1%).

Tableau 6: Indice de l'emploi salarié dans le secteur moderne (base 100=2006)

BRANCHES	POIDS	2018			2019		Variations	
		fév. (1)	janv. (2)	fév. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)		
INDUSTRIES	453	119,5	131,0	130,0	-0,7%	8,8%		
CONSTRUCTION	66	134,8	124,9	126,6	1,4%	-6,1%		
SECONDAIRE	519	121,4	130,2	129,6	-0,5%	6,7%		
SERVICES	404	91,6	96,0	96,3	0,3%	5,1%		
COMMERCE	77	119,8	127,6	125,3	-1,8%	4,6%		
TERTIAIRE	481	96,2	101,1	101,0	-0,1%	5,0%		
INDICE D'ENSEMBLE	1000	109,3	116,2	115,8	-0,3%	6,0%		

Source: DPEE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES DANS LE SECONDAIRE ET LE TERTIAIRE

Le climat des affaires s'est amélioré au mois de février 2019, en variation mensuelle. En effet, l'indicateur qui le synthétise, calculé sur la base des soldes d'opinion des chefs d'entreprises, a gagné 1,8 point tout en restant en dessous de sa moyenne de long terme. Cette situation reflète les orientations favorables respectives des opinions des industriels, des prestataires de services et des commerçants. Sur une base annuelle, l'indicateur de climat des affaires a reculé de 1,0 point, en février 2019.

Dans l'industrie, la concurrence supposée déloyale (25%) et l'insuffisance de la demande (20,5%) sont majoritairement ressorties des déclarations des chefs d'entreprises comme entraves à l'activité.

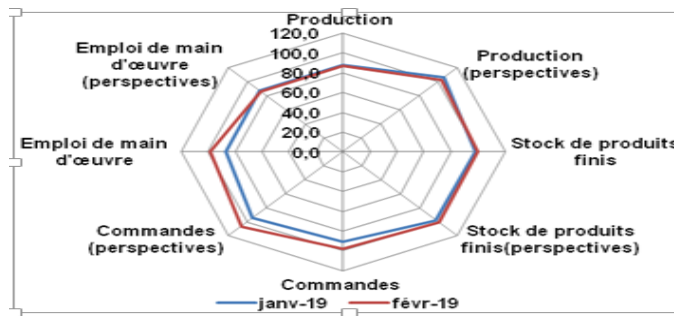
Tableau 7: Indice du climat des affaires

Climat des affaires	Moyenne de long terme	Févr.-18	Janv.-19	Févr.-19	Variation mensuelle	Variation annuelle
INDICATEUR SYNTHETIQUE	100	99	96,3	98	1,8	-1
INDUSTRIE	100	99,4	93,7	96,5	2,8	-2,9
BTP	100	99,2	98	96,4	-1,6	-2,8
SERVICES	100	99,4	96,9	98,5	1,6	-0,8
COMMERCE	100	99	100	101,3	1,3	2,2

Source: DPEE-Enquête mensuelle d'opinion sur la conjoncture

Néanmoins, le climat des affaires s'est bien orienté (+2,8 points), dans le sous-secteur, en rythme mensuel, porté par l'opinion favorable des industriels sur les commandes, les effectifs employés et les perspectives de commandes.

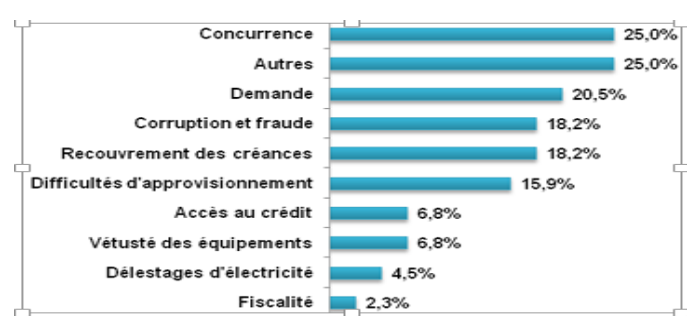
Graphique 6: solde d'opinion en février 2019 dans l'industrie



Source: DPEE

Concernant le sous-secteur des bâtiments et travaux publics, les contraintes les plus citées par les entrepreneurs interrogés sont les difficultés de recouvrement des créances (85,7%), la concurrence jugée déloyale (57,1%) et l'accès difficile au crédit (42,9%). Par ailleurs, le climat des affaires s'est dégradé (-1,6 point)

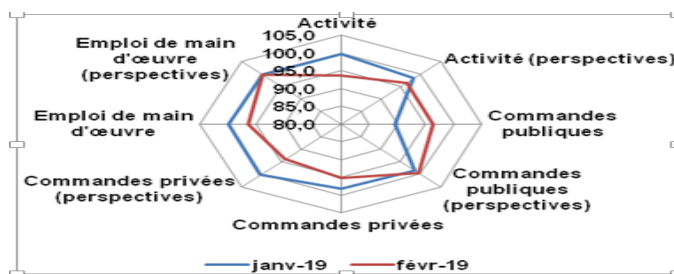
Graphique 7: Principales contraintes dans l'industrie en février



Source: DPEE

dans le sous-secteur, entre janvier et février 2019, sous l'effet des orientations négatives des soldes d'opinion relatifs à l'activité générale, aux commandes privées et à l'emploi de main d'œuvre. En outre, le scepticisme des enquêtés quant aux perspectives de commandes privées a, aussi, contribué au recul de l'indicateur de climat des affaires du sous-secteur.

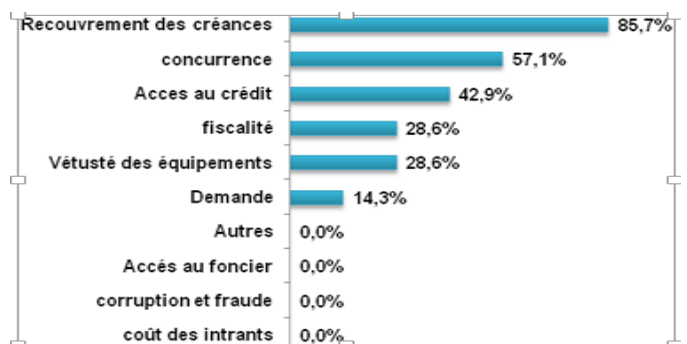
Graphique 8: solde d'opinion en février 2019 dans les BTP



Source: DPEE

Au titre des services, les chefs d'entreprises interrogés ont majoritairement évoqué les difficultés de recouvrement des créances (66,7%), la concurrence jugée déloyale (38,9%) et la fiscalité (27,8%) comme contraintes au développement de leurs activités, durant le mois de février 2019.

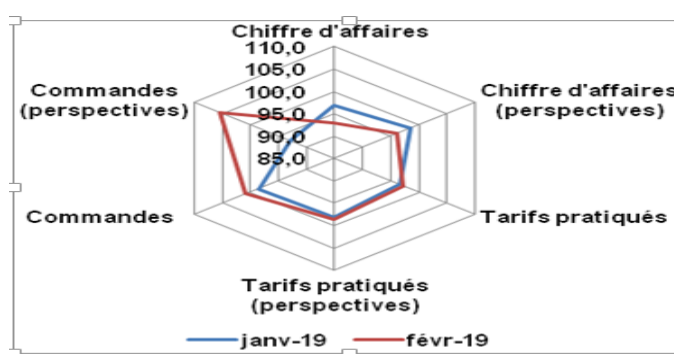
Graphique 9: Principales contraintes dans les BTP en février 2019



Source: DPEE

Toutefois, le climat des affaires s'est amélioré (+1,6 point) dans le sous-secteur, en rythme mensuel. En effet, les soldes d'opinion relatifs aux commandes et perspectives de commandes se sont, particulièrement, bien orientés.

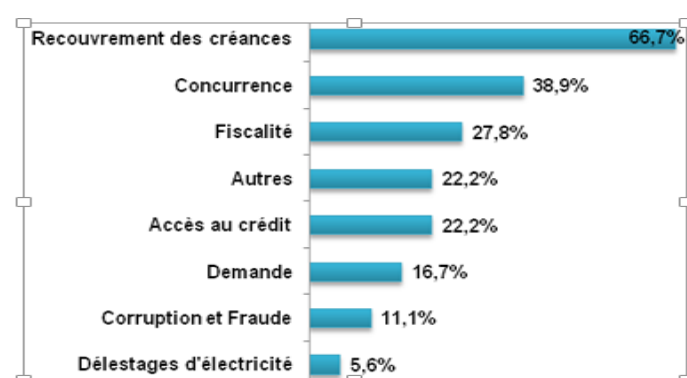
Graphique 10: solde d'opinion en février 2019 dans les Services



Source: DPEE

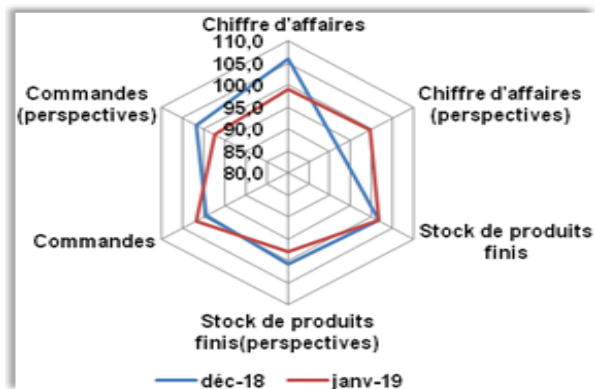
S'agissant du commerce, les difficultés de recouvrement des créances (77,8%), les problèmes d'approvisionnement (44,4%), la fiscalité (44,4%), les délestages d'électricité (33,3%) et la qualité des infrastructures de transport (33,3%) ont constitué les principaux facteurs qui ont entravé l'activité du mois de février 2019, selon les enquêtés.

Graphique 11: Principales contraintes dans les Services en février 2019



Source: DPEE

Néanmoins, l'indicateur de climat des affaires s'est amélioré (+1,3 point), en rythme mensuel pour se situer au-dessus de sa moyenne de long terme, porté par l'orientation particulièrement favorable du solde d'opinion relatif aux perspectives de chiffre d'affaires.

Graphique 12: solde d'opinion en janvier 2019 dans le Commerce

Source: DPEE

Graphique 13: Principales contraintes dans le Commerce en janvier 2019

Source: DPEE

PRIX A LA CONSOMMATION: appréciation de l'indice en février 2019

En février 2019, les prix à la consommation ont crû de 0,3% en rythme mensuel, en liaison avec les produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,5%), notamment le poisson frais (+4,3%) et le lait (+0,5%). Les hausses respectives des prix des services de santé (+0,7%) et de transport (+0,3%) ont, aussi, contribué à l'inflation.

Sur un an, un fléchissement de 0,1% du niveau général des prix à la consommation est noté en février 2019, du fait principalement de la baisse des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-1,2%) et de ceux des services de « santé » (-0,6%).

S'agissant de l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergétiques) du mois de février 2019, elle est ressortie à 0,1% en variation mensuelle et à 0,5% sur une base annuelle.

En termes d'origine, les prix des produits importés ont reculé de 0,2% tandis que ceux des produits locaux ont progressé de 0,5% en rythme mensuel, au mois de février 2019. En variation annuelle, les produits importés et locaux sont moins chers, en février 2019, enregistrant des baisses respectives de 0,3% et 0,1%.

Tableau 8: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

IHPC	Pond	2019			VARIATIONS (%)	
		Fév. (1)	Janv. (2)	Fév. (3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)
Indice général	10000	107,2	106,8	107,1	0,3	-0,1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3286	123,7	121,7	122,2	0,5	-1,2
Céréales non transformées	577	91,2	90,5	90,6	0,1	-0,7
Bœuf	237	137,1	144,2	143,7	-0,3	4,9
Poissons frais	294	280,1	255,7	266,7	4,3	-4,8
Lait	203	106	100,5	101	0,5	-4,7
Huiles	330	112,1	112	111,8	-0,2	-0,3
Légumes frais en fruit ou racine	161	90,6	101,3	95,8	-5,4	5,7
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	1524	94,2	94,5	94,5	0	0,3
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	587	102	101,9	101,9	0	-0,1
Santé	379	110,3	108,9	109,7	0,7	-0,6
Transports	833	102,3	102,3	102,6	0,3	0,2
Enseignement	270	114,2	116,9	116,9	0	2,3
Restaurants et Hôtels	617	114,5	115,1	115,1	0	0,6
Biens et services divers	400	96,7	96,7	96,7	0	0,1

Source: ANSD

TAUX DE CHANGE EFFECTIF REEL : Perte de compétitivité au mois de février 2019

Au courant du mois de février 2019, la compétitivité de l'économie sénégalaise s'est contractée de 2,1%, en variation mensuelle. Cette situation est essentiellement attribuable à l'appréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (-2,1%), dans un contexte de quasi nullité du différentiel d'inflation. Vis-à-vis des principaux partenaires membres de l'UEMOA, des pertes de compétitivité estimées à 1,0% ont, également, été relevées, en liaison avec un différentiel d'inflation défavorable. Par rapport aux partenaires membres de la zone Euro, une stabilité de la compétitivité de l'économie nationale est enregistrée, le différentiel d'inflation étant ressorti nul (+0,0%).

Par contre, en glissement annuel, la compétitivité-prix de l'économie interne s'est améliorée de 5,2%, sous les effets conjugués d'un différentiel d'inflation favorable (-4,1%) et de la dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (-1,1%).

Sur les deux (02) premiers mois de 2019, les gains de compétitivité de l'économie sont plus prononcés, estimés à 5,6%. Ils traduisent la conjugaison du différentiel d'inflation favorable (-

3,7%) vis-à-vis des principaux partenaires et de la dépréciation du franc CFA par rapport à la monnaie des pays partenaires (-1,9%).

Tableau 9: Taux de change Effectif Réel (Base 100 = 2005)

Compétitivité	2018		2019		Variation	
	févr-18	janv-19	févr-19	fév.19/ja nv.19	fév.19/f év.17	cumul 02 mois
TCER						
Global	99	91,8	93,8	2,1%	-5,2%	-5,6%
Pays UEMOA	96,9	96,5	97,4	1,0%	0,6%	0,7%
Pays africains hors UEMOA	106,9	93,5	92,6	-0,9%	-13,3%	-12,2%
Zone EURO	102,8	98,3	98,3	0,0%	-4,3%	-3,9%
Pays industrialisés hors EURO	91,5	81,9	87,5	6,9%	-4,3%	-6,5%
TCEN						
Global	120,2	116,4	118,8	2,1%	-1,1%	-1,9%
Pays africains hors UEMOA	223,1	209,7	208,2	-0,7%	-6,7%	11,2%
Pays industrialisés hors EURO	120,9	112,7	120,6	7,0%	-0,3%	4,2%
Prix intérieurs	122,8	122,3	122,7	0,3%	-0,1%	0,3%
Prix extérieurs	149	154,9	155,3	0,2%	4,0%	4,0%
Global	149	154,9	155,3	0,2%	4,0%	4,0%
Pays UEMOA	126,7	126,8	125,9	-0,7%	-0,7%	-0,4%
Pays africains hors UEMOA	256,3	274,2	275,6	0,5%	7,6%	7,5%
Zone EURO	119,5	124,4	124,7	0,3%	4,4%	4,3%
Pays industrialisés hors EURO	162,3	168,3	168,9	0,4%	4,1%	4,1%

Source: DPEE

ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR: détérioration du déficit commercial en février 2019

Au mois de février 2019, les échanges extérieurs du Sénégal ont dégagé un solde déficitaire de 137,6 milliards, en détérioration de 50,6 milliards par rapport au mois de janvier 2019. Cette situation traduit les effets conjugués d'une hausse des importations (+46,4 milliards) et d'une baisse des exportations de biens (-9,8 milliards). Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations a baissé de 10,6 points de pourcentage sur la période pour se situer à 48,8%.

Les exportations de biens sont évaluées à 171,1 milliards au mois de février 2019 contre 180,9 milliards le mois précédent, soit une baisse de 5,4% (-9,8 milliards). Cette situation reflète la diminution des ventes à l'extérieur de produits alimentaires (-20,7 milliards), d'« engrais minéraux et chimiques » (-3,4 milliards), de ciment (-2,1 milliards), d'acide phosphorique (-1,5 milliard) et de zircon (-1,2 milliard). S'agissant des exportations de produits alimentaires, le recul observé est attribuable aux produits arachidières (-11,5 milliards), halieutiques (-7,8 milliards) et aux « produits pour préparation de soupes, potages et bouillons » (-2,3 milliards). Cette tendance baissière a, cependant, été atténuée par la hausse des exportations d'or brut (+12,6 milliards), de titane (+4,7 milliards) et de produits pétroliers (+2,1 milliards).

Comparativement à la même période de l'année 2018, les exportations de biens ont affiché une hausse de 42,7% (+51,2 milliards), en février 2019, liée, notamment, au renforcement des ventes d'acide phosphorique (+22,2 milliards), d'or brut (+19,2 milliards), de titane (+7,6 milliards), de zircon (4,1 milliards) et de produits alimentaires (+3,1 milliards). La hausse des exportations de produits alimentaires est, essentiellement, due aux produits halieutiques (+6,6 milliards). Les exportations de produits arachidières se sont, par contre, repliées de 15,5% (-2,2 milliards) sur la période.

Sur les deux premiers mois de l'année 2019, les exportations de biens se sont confortées de 45,7% (+110,4 milliards), comparativement à la même période de l'année précédente, en rapport avec l'acide phosphorique (+36,6 milliards), les produits alimentaires (+34,8 milliards), l'or brut (+26,1 milliards), le titane (+8,9 milliards), le zircon (+4,1 milliards) et les « engrais minéraux et chimiques » (+1,6 milliard). Cependant, les exportations de produits pétroliers et de ciment se sont respectivement inscrites en baisse de 4,3 milliards et 1,6 milliard sur le premier bimestre 2019.

S'agissant des exportations du Sénégal vers l'**PUEMOA**, elles sont estimées à 31,9 milliards au mois de février 2019 contre 40,8 milliards le mois précédent, soit un repli de 21,9% (-8,9 milliards). Elles ont, ainsi, représenté 18,6% de la valeur totale des exportations de marchandises au titre du mois de février 2019 contre 22,6% un mois auparavant, soit une contraction de 3,0 points de pourcentage. La part des produits acheminés vers le Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, est passée de 57,9% à 58,3% sur la période, soit un gain de part de marché de 0,7 point de pourcentage. Le ciment reste le principal produit exporté vers le Mali avec une part évaluée à 33,5% en février 2019, suivi par les « engrais minéraux et chimiques » avec un poids de 15,1%.

Les importations de biens sont passées de 304,5 milliards au mois de janvier 2019 à 350,9 milliards au mois de février 2019, soit une hausse de 15,2% (+46,4 milliards). Cette progression est imputable aux produits pétroliers (+45,2 milliards), aux produits alimentaires (+10,9 milliards) et aux « véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles » (+10,3 milliards). En revanche, les importations de « machines, appareils et moteurs », ont reculé de 8,3 milliards sur la période.

En glissement annuel, les importations de biens ont progressé de 23,7% (+67,3 milliards), en février 2019, du fait des principaux produits importés, notamment, les produits alimentaires (+14,6 milliards), les produits pétroliers (+14,5 milliards), les « véhicules, matériels de transport et de pièces détachées automobiles » (+14,5 milliards) et les « machines, appareils et moteurs » (+5,0 milliards). Pour ce qui est des produits alimentaires, la hausse des importations est, essentiellement, tirée par le « froment et méteil », le riz (+4,4 milliards) et le maïs (+1,8 milliard). Toutefois, elle a été amoindrie par les achats d'« huiles et graisses animales et végétales » (-2,6 milliards). Concernant les importations de produits pétroliers, la hausse est attribuable aux huiles brutes de pétrole (+10,4 milliards) et aux produits pétroliers raffinés (+4,1 milliards).

En cumul sur les deux premiers mois de l'année 2019, les importations de biens se sont accrues de 13,2 milliards, comparativement à la même période de l'année précédente, passant de 642,2 milliards à 655,4 milliards. Cette orientation est liée aux « véhicules, matériels de transport et pièces détachées automobiles » (+7,3 milliards) ainsi qu'aux produits alimentaires (+3,2 milliards), notamment le « froment et méteil » (+15,3 milliards) et le maïs (+2,1 milliards). En revanche, les importations d'« huiles et graisses animales et végétales » et de riz ont affiché des baisses respectives de 5,8 milliards et 3,0 milliards. De même, les importations de « machines, appareils et moteurs » ont fléchi (-5,6 milliards) sur la période.

Concernant les importations de biens en provenance des pays de l'**PUEMOA**, elles sont évaluées à 4,0 milliards au mois de février 2019 contre 5,0 milliards le mois précédent, soit un recul de 1,0 milliard. Elles ont représenté 1,1% de la valeur totale des importations de biens du mois de février 2019 contre 1,6% le mois précédent. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 90,1% en février 2019 contre 91,5% le mois précédent. Les achats en provenance de ce pays ont principalement porté sur les « fruits et légumes comestibles », les « matières plastiques artificielles » et les « produits des industries parachimiques » avec des parts respectives de 17,4%, 15,6% et 13,3%.

Tableau 10: Exportations en valeur (millions de FCFA)

EXPORTATIONS (en millions)	2018		2019		Variations relatives	
	fév.(1)	janv.(2)	fév.(3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES						
PRODUITS ALIMENTAIRES	44 985,50	68 723,40	48 039,80	-30,1%	6,8%	
- PRODUITS HALIEUTIQUES	16 599,30	31 085,60	23 245,50	-25,2%	40,0%	
- LEGUMES FRAIS	3 642,70	4 270,20	4 204,00	-1,5%	15,4%	
- PREPARATIONS DE SOUPES, POTAGES, BOUILLONS	8 413	7 928	5 609	-29,2%	-33,3%	
- PRODUITS ARACHIDIERS	14 114,30	23 392,50	11 922,70	-49,0%	-15,5%	
CIMENT HYDRAULIQUE	8 523,30	8 922,50	6 820,20	-23,6%	-20,0%	
PRODUITS PETROLIERS	16 675,00	7 742,50	9 825,00	26,9%	-41,1%	
ENGRAIS MINERAUX ET CHIMIQUES	5 662,00	6 144	2 788	-54,6%	-50,8%	
ACIDE PHOSPHORIQUE	0	23 729,60	22 199,10	-6,4%	0,0%	
ZIRCON	583,3	5 915,40	4 697,20	-20,6%	705,3%	
OR BRUT	17 392,90	23 970,70	36 549,90	52,5%	110,1%	
TITANE	34,2	2 984	7 651	156,4%	>100%	
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	93 856,20	148 131,60	138 569,90	-6,5%	47,6%	
AUTRES PRODUITS	26 031,50	32 779,50	32 562,90	-0,7%	25,1%	
TOTAL	119 887,70	180 911,10	171 132,70	-5,4%	42,7%	

Source: ANSD

Tableau 11: Importations en valeur (millions de FCFA)

IMPORTATIONS (en millions de FCFA)	2018		2019		Variations relatives	
	fév.(1)	janv. (2)	fév.(3)	Mens. (3)/(2)	Gliss. (3)/(1)	
PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES						
PRODUITS ALIMENTAIRES	44 609	48 232	59 179	22,7%	32,7%	
- FRUITS ET LEGUMES COMESTIBLES	3 116	3 785	2 929	-22,6%	-6,0%	
- FROMENT ET METEIL	2 743	9 254	13 272	43,4%	383,8%	
- MAIS	1 013	2 345	2 860	22,0%	182,4%	
- RIZ	19 400	14 871	23 769	59,8%	22,5%	
- HUILES ET GRAISSES ANIMALES ET VEGETALES	8 752	8 230	6 151	-25,3%	-29,7%	
- AUTRES PRODUITS	9 585	9 748	10 198	4,6%	6,4%	
PRODUITS PETROLIERS	64 953	34 228	79 452	132,1%	22,3%	
- HUILES BRUTES DE PETROLE	28 884	-	39 275	0,0%	36,0%	
- AUTRES PRODUITS PETROLIERS	36 069	34 228	40 176	17,4%	11,4%	
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	11 459	10 741	11 325	5,4%	-1,2%	
MACHINES, APPAREILS & MOTEURS	35 747	49 082	40 743	-17,0%	14,0%	
VEHICULES, MATERIEL TRANSP. & PIECES DETACHEES AUTO	26 078	30 221	40 544	34,2%	55,5%	
TOTAL PRINCIPAUX PRODUITS	182 846	172 503	231 242	34,1%	26,5%	
AUTRES PRODUITS	100 712	132 001	119 648	-9,4%	18,8%	
TOTAL	283 558	304 503	350 890	15,2%	23,7%	

Source: ANSD

FINANCES PUBLIQUES: hausse des ressources budgétaires - exécution soutenue des dépenses publiques en février 2019

Au terme du mois de février 2019, la gestion budgétaire est marquée par une hausse des ressources budgétaires conjuguée à une exécution soutenue des dépenses publiques. En effet, les ressources mobilisées à fin février 2019 sont évaluées à 366,1 milliards, augmentant de 17,1% tandis que les dépenses totales, estimées à 635,9 milliards, se sont confortées de 30,7 %, en glissement annuel. Au total, le déficit budgétaire est provisoirement estimé à 269,8 milliards à fin février 2019 contre 173,8 milliards un an auparavant.

Les ressources globales sont composées de recettes budgétaires (336,6 milliards), de dons (24,5 milliards) et des ressources du FSE (5 milliards). En glissement annuel, les ressources ont progressé de 17,1%, du fait principalement de l'augmentation de 13,3% des recettes budgétaires (+39,6 milliards). Pour leur part, les dons, évalués à 24,5 milliards, se sont confortés de 12 milliards, sous l'effet notamment de leur composante en capital.

La partie fiscale des recettes budgétaires a enregistré une hausse satisfaisante de 40,9 milliards comparativement à fin février 2018. Cette orientation est essentiellement attribuable à l'impôt sur le revenu, à la TVA à l'import et aux droits de douane. Elle a été, toutefois, partiellement contrebalancée par la baisse du recouvrement des droits d'enregistrement et de timbre. En effet, au terme du mois de février 2019, les collectes de l'impôt sur le revenu (63,9 milliards), de la TVA à l'import (54,3 milliards) et des droits de porte (38,6 milliards) ont respectivement progressé de 8,7%, 18,4 % et 14,7%. A l'inverse, les droits d'enregistrement et de timbre sont passés de 13 milliards à 11,7 milliards à fin février 2019, diminuant de 1,3 milliard sur un an. Par ailleurs, la TVA intérieure hors pétrole à fin février 2019 (41,1 milliards) est restée quasi stable, comparativement à la même période de l'année précédente.

La taxe spécifique pétrole (16,8 milliards) a, quant à elle, enregistré une progression de 10,5 milliards sous l'effet principalement du rapatriement de la TUR.

S'agissant des dépenses, elles ont augmenté de 30,7% en variation annuelle pour s'établir à 635,9 milliards à fin février 2019. Cette progression reflète, essentiellement, les hausses des dépenses en capital et des transferts et subventions. En effet, les dépenses en capital se sont accrues de 92,0 milliards sur un an pour s'établir à 249,0 milliards à fin février 2019, sous l'effet, notamment, du renforcement des investissements financés sur ressources intérieures (+96,9 milliards). Les dépenses en capital sur ressources extérieures, estimées à 56,6 milliards, ont, quant à elles, légèrement baissé de 5,0 milliards (-8,1%) sur la période. Pour ce qui est des transferts et subventions, ils sont passés de 97,9 milliards à fin février 2018 à 143,4 milliards à fin février 2019, progressant de 45,5 milliards (+46,5%). Pour leur part, les charges d'intérêt sur la dette et la masse salariale, respectivement évaluées à 71,1 milliards et 117,2 milliards, ont crû de 76,6% et 10%. A l'inverse les dépenses de fonctionnement à fin février 2019 ont baissé de 29,5 milliards, comparativement à la même période de l'année précédente.

MONNAIE ET CREDIT: diminution de la masse monétaire en fin janvier 2019

A fin janvier 2019, la situation estimée des institutions de dépôts, comparée à celle de la fin du mois précédent, fait ressortir une diminution de la masse monétaire. En contrepartie, une baisse des actifs extérieurs nets et un dégonflement de l'encours des créances intérieures sont notés.

Réflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a baissé de 91,1 milliards, en variation mensuelle, pour atteindre 5168,6 milliards, à fin janvier 2019. Cette évolution est perceptible à travers les dépôts transférables qui ont baissé de 93,1 milliards pour s'établir à 2332,5 milliards et les autres dépôts inclus dans la masse monétaire qui ont diminué de 38,5 milliards (1608,6 milliards). Quant à la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques), elle a augmenté de 40,5 milliards, en variation mensuelle, pour se situer à 1227,5 milliards, à fin janvier 2019. Sur un an, la liquidité globale de l'économie est en expansion de 539,3 milliards ou 11,6%, à fin janvier 2019.

Les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts se sont situés à 1818,3 milliards à fin janvier 2019, en baisse de 5,5 milliards ou 0,3% par rapport à la fin du mois précédent.

Cette situation est imputable à la Banque centrale, dont la position extérieure nette s'est dégradée de 26,7 milliards pour s'éta-

blir à 1144,4 milliards. Quant aux banques primaires, elles ont enregistré une augmentation de 21,3 milliards de leurs actifs extérieurs nets (674 milliards à fin janvier 2019). Comparativement à fin janvier 2018, les actifs extérieurs nets des institutions de dépôts ont augmenté de 420,4 milliards ou 30,1%, à fin janvier 2019.

L'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est contracté de 28,3 milliards, entre fin décembre 2018 et fin janvier 2019, pour se chiffrer à 4714,5 milliards, du fait des crédits au secteur privé (-38 milliards) qui sont estimés à 4237 milliards. Pour leur part, les crédits nets à l'administration centrale (+9,7 milliards) se sont établis à 477,5 milliards, à fin janvier 2019. En glissement annuel, l'encours des créances intérieures des institutions de dépôts s'est renforcé de 212,8 milliards ou 4,7%, à fin janvier 2019.

Tableau 12: Situation monétaire intégrée (en milliards de FCFA)

	Janv. 18 (1)	Déc. 18 (2)	Janv. 19 (3)	Variation absolue (3)/(2)	Variation relative (3)/(2)	Variation absolue (3)/(1)	Variation relative (3)/(1)
Masse monétaire (M2)	4629,3	5259,7	5168,6	-91,1	-1,7%	539,3	11,6%
Circulation fiduciaire	1031,6	1187	1227,5	40,5	3,4%	195,9	19,0%
Dépôts transférables	2167,6	2425,6	2332,5	-93,1	-3,8%	164,9	7,6%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	1430,1	1647,1	1608,6	-38,5	-2,3%	178,5	12,5%
Actifs extérieurs nets	1397,9	1823,8	1818,3	-5,5	-0,3%	420,4	30,1%
BCEAO	859,2	1171,1	1144,4	-26,7	-2,3%	285,2	33,2%
Banques	538,7	652,7	674	21,3	3,3%	135,3	25,1%
Créances intérieures	4501,7	4742,8	4714,5	-28,3	-0,6%	212,8	4,7%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	519,3	467,8	477,5	9,7	2,1%	-41,8	-8,0%
Créances sur les autres secteurs	3982,4	4275	4237	-38	-0,9%	254,6	6,4%

Source: BCEAO

ANNEXES

PRIMAIRE	2018	2019		Variations		TERTIAIRE	2018	2019		Variations	
	février	janvier	février	Mens.	Gliss.		février	janvier	février	Mens.	Gliss.
ABATTAGES CONTROLES (tonnes)	2 117	2 276	2 190	-3,8	7,5	MOUVEMENTS D'AERONEFS*	2 392	2 933	2 549	-13,1	6,6
PECHE (en tonnes)	37 057	46 279	45 942	-0,7	24,9	TOTAL PASSAGERS*	190 329	234 584	195 626	-16,6	2,8
pêche industrielle	13 511	15 018	17 315	15,3	11,2	Départs (nombre)	90 456	110 866	93 321	-15,8	3,2
pêche artisanale*	23 546	31 261	28 627	-8,4	32,8	Arrivées (nombre)	87 253	109 524	91 588	-16,4	5
SECONDAIRE						En transit(nombre)	12 620	14 194	10 717	-24,5	-15,1
PHOSPHATES (en 1000 tonnes)	165	158	133	-15,9	-4,7	TOTAL FRET*	2 558	3 354	3 040	-9,3	18,9
PRODUITS ARACHIDIERS (1000 tonnes)	5	6	7	33,2	9,4	Départs (tonnes)	1 051	1 659	1 483	-10,6	41,2
huile brute	2	2	2	-12,1	8,6	Arrivées (tonnes)	1 507	1 695	1 557	-8,2	3,3
huile raffinée	-	1	3	291,5	#DIV/0!	TRAFIC MARITIME (en 1000 tonnes)					
Ventes ELECTRICITE: en millioins de kwh	227	294	259	-11,9	29,3	Total embarquements	386	420	420	0	8,8
basse tension	139	178	156	-12,4	28,2	Total débarquements	964,4	934,7	934,7	0	-3,1
moyenne tension	75	96	84	-12	27,1	TRAFIC FERROVIAIRE		1 449,50	1 449,50		
haute tension	13	19	18	-7,7	46,1	Trafic voyageurs du PTB (nbre)*	106 693	29 310	29 310	0	-72,5
CIMENT (1000 tonnes)						Trafic intern de marchandises (en tonnes)**	-				
Production	575	646	560	-13,4	12,5	FINANCES PUBLIQUES					
Ventes locales	401	327	407	24,2	-18,3	RECETTES BUDGETAIRES	182,5	133,3	203,3	52,5	11,4
PRODUITS chimiques (1000 tonnes)						Recettes fiscales	181,5	132	201,8	52,9	11,2
Acide phosphorique	40	51	47	-8,9	27,2	Recettes non fiscales	1	1,4	1,3	-1,5	33
Engrais solides	19	11	17	58	-44,7	FONCTION PUBLIQUE***					
SEL:(Production en tonnes)	22 240	25 874	24 689	-4,6	16,3	Salaires (en milliards de fcfa)	58,9	53,6		-100	-100
COTON (Production en tonnes)	2 808	6 000		-100	113,7	Effectifs	131 278			#DIV/0!	-100

*: données provisoires

SERV. DETTE TOTALE (en milliards FCFA)	T217 *	T118 *	T218 *	TRIMESTRIELLE	GLISSEMENT
principal	54,35	29,5	46,2	56,6	-15,0
intérêts et commissions	78,89	50,2	100,5	100,2	27,4

T: trimestre

*: données provisoires

**= Suspension du trafic depuis le 21/06/2017 à la suite des pluies

***= données provisoires à partir d'octobre 2018